



RASSEMBLEMENT

le samedi 19 juin 2021 à 10 h

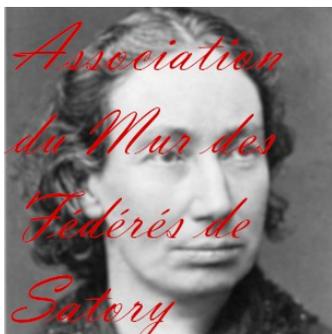
au mur des fédérés de Satory à Versailles

(dans le prolongement de la rue Guichard, après le parking, à l'entrée de la forêt)

Au mois de février 2021 : la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, l'UD CGT 78, l'UD FO 78, Solidaires 78, la FSU 78, le Syndicat National des Journalistes 78, Attac Nord et Sud, l'Association des amis et amies de la Commune 1871, le mouvement de la paix adoptaient un communiqué commun intitulé :

Pour le rétablissement et la sauvegarde des libertés individuelles et collectives

Pour la démocratie, seule garante du droit d'expression et d'action des citoyens



Ces organisations prenaient position contre les graves dérives liberticides incluses notamment dans les trois décrets de fichage de la population pris en décembre 2020 et les deux projets de lois dites « de sécurité globale » et « contre le séparatisme ». Elles indiquaient : « *La situation sanitaire que nous vivons est complexe, anxiogène et facteur d'injustice. Elle mérite des mesures exceptionnelles en faveur du système de soin et non l'état d'urgence restrictif des libertés individuelles et collectives.* »

De nouveaux crans ont été franchis contre les libertés, la démocratie, les droits sociaux et citoyens collectifs, les conditions de vie du plus grand nombre et notamment celles des étudiants, des privés d'emploi et des retraités.

De la même manière que la crise sanitaire a révélé l'ampleur du démantèlement du système de santé de notre pays, la fin du confinement va révéler à chacun l'ampleur des restrictions aux Droits et aux Libertés.

De la même manière la modification de la méthode et des formes de l'exécutif par l'instauration du « comité de défense » accentue les pouvoirs personnels et autoritaires conférés au président de la République.

La manifestation du 1^{er} mai a vu s'abattre sur le rassemblement, une violence policière destinée sans conteste à le priver du droit de manifester. Les cortèges syndicaux ont vu provocation et violence s'exercer contre un groupe de militants CGT pourtant pacifiques.

Ce gouvernement, répressif et autoritaire, creuse de plus en plus l'écart entre l'importance des dividendes versés aux actionnaires et les conditions de vie de toutes les catégories sociales et professionnelles. Par son attitude Macron et ses alliés indiquent à tous leur décision de poursuivre jusqu'au bout leur objectif : démanteler le « système social français » instauré par le Conseil National de la Résistance (CNR) en 1945.

Seules l'unité d'action et à la libre discussion entre tous permettra de définir la meilleure façon de mettre fin à cette politique. Voilà pourquoi nous nous prononçons pour l'organisation de réunions locales rassemblant les adhérents de toutes nos



Ligue

des **droits de l'Homme**





organisations et les non adhérents, afin de reconstituer le rapport de force sociale apparemment évaporé pendant le confinement.

En ce mois de juin nous devons prendre exemple sur l'esprit du programme du CNR, maintenir ce qu'il en reste et reconquérir ce qui a été aboli.

Nous demandons l'abrogation de tous les décrets et arrêtés démantelant les acquis sociaux.

Nous demandons une négociation générale sur l'augmentation des salaires, le rétablissement des CDI, la fin de la précarité, l'application de mesures mettant fin à l'inconcevable pauvreté qui touche de plus en plus de personnes, des embauches massives dans le public et dans le privé pour relancer l'économie afin de satisfaire les besoins sociaux de la population.

Nous nous rassemblerons le 19 juin, en ce lieu symbolique où fut exterminé le « peuple de Paris », pour envoyer un message à tous les militants et à toutes les personnes attachées à l'émancipation des être humains.

Rappelons qu'en 2021 nous commémorons le 150^{ème} anniversaire de la Commune de Paris qui, en quelques jours, a rétabli les droits confisqués par le second empire et l'encercllement de Paris par les troupes prussiennes et « Versaillaises ».

Elle a en outre, accueilli de nombreux étrangers (Russes, Polonais, Moyen-Orientaux, Hollandais, ...) et leur a accordé les droits de citoyenneté. Eux-mêmes se sont vaillamment battus aux côtés des « Communards » considérant que « Considérant que le drapeau de la commune est celui de la République universelle ».

Nous voulons le respect des principes républicains.

Nous voulons l'égalité des droits.

Nous voulons les libertés.

Nous voulons la paix.

Soyons nombreux à l'exprimer samedi 19 juin au mur des fédérés de Satory